

# La Société d'inclusion économique et sociale

*Rapport annuel 2016-2017*



**Rapport annuel 2016-2017**

Publié par

La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS)

Place Kings

440, rue King – pièce 423

Case postale 6000

Fredericton (Nouveau-Brunswick)

E3B 5H1

Canada

<http://www.gnb.ca/pauvrete>

Janvier 2018

IMPRIMÉ (bilingue) : ISBN 978-1-4605-1852-6

PDF (français) : ISBN : 978-1-4605-1854-0

PDF (anglais) : ISBN : 978-1-4605-1853-3

11330 Imprimé au Nouveau-Brunswick

## Lettres d'accompagnement

### Du ministre à la lieutenant-gouverneure

L'honorable Jocelyne Roy Vienneau  
Lieutenant-gouverneure du Nouveau-Brunswick

Madame la Lieutenant-gouverneure,

Conformément au paragraphe 28(1) de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, j'ai l'honneur de vous présenter, à titre de ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick, le rapport annuel des activités de la Société pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017.

Je vous prie de recevoir, Madame la Lieutenant-gouverneure, l'assurance de ma très haute considération,



L'honorable John Ames  
Ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

---

### Du président au ministre

L'honorable John Ames  
Ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Monsieur,

Je suis heureux de vous soumettre le rapport annuel de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick pour l'exercice financier du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués,



Éric Beaulieu  
Président

# Table des matières

Message du ministre . . . . .	1
Message des coprésidents. . . . .	3
Coordonnées . . . . .	4
Mandat. . . . .	5
Contexte historique . . . . .	6
EVP2 (2014-2019) . . . . .	7
Comité consultatif de la SIÉS . . . . .	8
Réseaux d'inclusion communautaire (RIC). . . . .	9
Littératie financière . . . . .	22
Progrès des 28 mesures prioritaires . . . . .	26
Participation de la SIÉS à des rencontres et conférences . . . . .	28
Résumé des activités de recrutement. . . . .	31
Langues officielles. . . . .	31
Faits saillants des activités . . . . .	32
États financiers . . . . .	35

# Message du ministre

À titre de ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale, j'ai le plaisir de vous présenter les activités de la Société pour l'exercice financier 2016-2017.

La Société poursuit ses efforts en vue d'améliorer la qualité de vie des Néo-Brunswickois tout en faisant la promotion de l'engagement et de la participation du citoyen à l'inclusion économique et sociale dans les collectivités.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick est l'un des quatre partenaires dans la mise en œuvre d'*Ensemble pour vaincre la pauvreté : le plan d'inclusion économique et sociale*.

Au cours de la dernière année, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé un nouveau cadre et un nouveau processus de mobilisation des intervenants en vue d'élaborer le Plan du Nouveau-Brunswick pour les familles. Le plan, dont la sortie est prévue au printemps 2017, comptera sept piliers et aura pour but d'améliorer la vie de tous les Néo-Brunswickois en visant les facteurs qui représentent les déterminants les plus importants de la santé générale. Le plan complétera les travaux qui ont déjà été amorcés dans le cadre du Plan de croissance économique du Nouveau-Brunswick et des plans d'éducation de 10 ans. Des groupes d'intervenants ont été invités à participer au processus, qui comprenait notamment une série de sommets, et d'exprimer leur opinion. Une centaine de personnes ont participé au sommet sur la réduction de la pauvreté le 21 février à Saint John.

En juillet, le Conseil de l'emploi du Nouveau-Brunswick a présenté un rapport sur les 22 Sommets sur les possibilités qui ont été organisés dans 15 localités en 2015-2016.

Les sommets ont permis de réunir des universitaires, des groupes de revendication, des artistes, des gens d'affaires, les Premières Nations, des associations industrielles, le secteur à but non lucratif, des entreprises en démarrage, des syndicats, des jeunes et différents ordres de gouvernement afin de définir de nouvelles perspectives de création d'emplois et possibilités de croissance économique dans la province.

Le taux de participation au Sommet sur les possibilités sur l'inclusion économique et sociale a été excellent avec 90 participants. Parmi les thèmes soulevés au sommet, on retrouve la sécurité alimentaire, naviguer dans le système et l'entreprise sociale. Le rapport est disponible [en ligne](#).

Parmi les autres réalisations au cours de l'exercice financier, on retrouve la mise en place du crédit de la TVH pour les personnes à faible revenu, le prolongement du Programme d'aide pour l'énergie domestique, le Programme d'aide aux études pour les étudiants de familles à faible et à moyen revenu, et un partenariat avec Rogers pour offrir le programme Branché sur le succès, qui offrira aux familles, aux aînés et aux personnes vivant dans un logement public l'occasion d'accéder à un service Internet à faible coût, ce qui leur permettra de participer pleinement à l'économie numérique.

Je désire remercier sincèrement les membres des RIC, leurs partenaires dans les projets et les membres du conseil d'administration et le personnel de la SIÉS pour leur travail au cours de l'année. Votre dévouement, votre conviction et votre collaboration reflètent la vitalité du développement communautaire et la propagation du mouvement de renforcement des communautés dans la province.



L'honorable John Ames  
Ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale

# Message des coprésidents

À titre de coprésidents de la Société d'inclusion économique et sociale, nous sommes heureux de constater un changement de culture dans la façon dont on aborde la lutte à la pauvreté dans la province. Plus de sept ans après le lancement du premier plan provincial d'inclusion économique et sociale, l'approche ascendante et multisectorielle vis-à-vis de la réduction de la pauvreté a pris de l'ampleur.

La participation des citoyens, combinée à l'engagement des secteurs des affaires, des organismes sans but lucratif et du gouvernement sont des figures de proue dans l'effort collectif de réduction de la pauvreté.

Nous félicitons les douze réseaux d'inclusion communautaire pour leur travail acharné au cours de l'année. Les réseaux sont très actifs dans leurs communautés. Année après année, ils réussissent à regrouper les citoyens, les groupes et les partenaires dans leur effort d'améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens.

Au cours de la dernière année, la SIÉS a élaboré ou favorisé de nombreuses initiatives pour le bien de toute la province, entre autres :

- Appui aux travaux d'élaboration et de mise en œuvre de services de transport collectif dans diverses régions de la province.
- Appui et soutien au comité consultatif qui travaille à l'élaboration d'une stratégie globale de transport en milieu rural et urbain au Nouveau-Brunswick.
- Promotion accrue du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt dans lequel des bénévoles remplissent les déclarations de revenus et de prestations pour les particuliers admissibles qui ont un revenu modeste.
- Participation à la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté du gouvernement du Canada.
- Participation à Nourrir l'apprentissage Nouveau-Brunswick, un organisme ayant pour but de fournir des ressources aux écoles publiques de la province dans le cadre de programmes alimentaires gratuits et universels aux élèves, en commençant par le petit déjeuner.

Au cours de la dernière année, la SIÉS a poursuivi ses efforts en matière d'engagement du public en accroissant sa présence dans les médias sociaux. Une campagne de sensibilisation axée sur des thèmes mensuels a rehaussé la visibilité d'*Ensemble pour vaincre la pauvreté*.

En terminant, nous désirons remercier les membres du conseil d'administration de la SIÉS. Ces hommes et ces femmes provenant de partout dans la province représentent les quatre secteurs d'activité. Tout comme les représentants des RIC, ils consacrent de nombreuses heures de leur précieux temps à améliorer la qualité de vie des Néo-Brunswickois. Le conseil est appuyé au quotidien par une petite équipe efficace d'employés de la SIÉS. Nous apprécions leurs efforts et leur engagement. Nous espérons pouvoir continuer à compter sur l'appui de tous les intervenants et résidents du Nouveau-Brunswick alors que nous faisons progresser ce projet de société innovateur et unique.

Monique Richard  
Roger Martin  
Nick Ganong  
Honorable John Ames, ministre responsable

Coprésidents

# Coordonnées

## **La Société d'inclusion économique et sociale**

Place Kings  
440, rue King – pièce 423  
C.P. 6000 Fredericton, NB  
E3B 5H1

Téléphone : 506-444-2977 Sans frais : 1-888-295-4545

Télécopieur : 506-444-2978

Courriel : [esic-sies@gnb.ca](mailto:esic-sies@gnb.ca)

Site web : [www.gnb.ca/pauvreté](http://www.gnb.ca/pauvreté)

## **Équipe de la SIÉS**

Stéphane Leclair, directeur général  
Althea Arsenault, gestionnaire du développement des ressources  
Marc Gosselin, coordonnateur  
Scott MacAfee, coordonnateur  
Michelle Hodder, coordonnatrice  
Marie-Ève Grégoire, adjointe administrative

## **Conseil d'administration de la SIÉS**

(au 31 mars 2017)

### **Président**

Craig Dalton, sous-ministre, Développement social

### **Coprésidents**

Monique Richard – citoyens, Saint-Ignace  
Roger Martin – secteur sans but lucratif, Miramichi  
Hon. Ed Doherty – ministre responsable de la SIÉS, Saint John  
Vacant - secteur des affaires

### **Citoyens ayant vécu ou vivant en pauvreté**

Juanita Black – Saint John  
Jennifer Melanson – Upper Coverdale  
Angel Michaud – Perth-Andover  
Beverly Wilcox – Bathurst  
Deux postes vacants

### **Secteur sans but lucratif**

Haley Flaro – Fredericton  
Deux postes vacants

### **Secteur des affaires**

Joanna Bernard – Edmundston  
Nick Ganong – St. Stephen  
Brian McCain – Florenceville-Bristol

### **Gouvernement provincial**

L'hon. Stephen Horsman – ministre des Familles et des Enfants, Fredericton  
L'hon. Brian Kenny – ministre de l'Éducation et Développement de la petite enfance, Bathurst

### **Opposition officielle**

Dorothy Shephard – députée, Saint John Lancaster

# Mandat

Prévenir et réduire la pauvreté au Nouveau-Brunswick sont des enjeux des plus complexes. Les causes et les conséquences sont nombreuses, et il n'existe aucune solution universelle qui permette de prévenir ou d'éradiquer la pauvreté. Peu importe la définition utilisée pour caractériser la pauvreté, tous s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un enjeu sur lequel chacun doit se pencher. La collaboration de chaque membre de notre société est indispensable pour que chaque Néo-Brunswickois ait l'occasion d'atteindre son potentiel.

C'est à la suite d'un vaste processus d'engagement par le biais de dialogues publics avec les Néo-Brunswickois de tous les milieux que le premier plan de réduction de la pauvreté de la province, *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2009-2014 EVP1*, a été élaboré. La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) a été établie pour mettre en œuvre et gérer cette façon unique d'aborder la question de la pauvreté au Nouveau-Brunswick.

La Société d'inclusion économique et sociale a été établie afin :

1. d'assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial Ensemble pour vaincre la pauvreté (EVP) ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
2. de coordonner et d'appuyer les réseaux d'inclusion communautaire dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
3. de gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de l'article 29 de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
4. d'exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la présente loi ou les règlements ou qu'ordonne le lieutenant-gouverneur en conseil.

De plus, la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* stipule qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être élaboré et adopté à tous les cinq ans par l'entremise d'un processus d'engagement public conduit par la Société. Un deuxième plan, *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019 EVP2* a été adopté et s'appuie sur le succès d'EVP1.

La SIÉS est dirigée par un conseil d'administration. Des rencontres du conseil d'administrations ont eu lieu à quatre reprises en 2016-2017. Conformément à la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, le conseil s'est chargé d'administrer les activités et les affaires de la Société, y compris les finances, les opérations, l'établissement de politiques et la surveillance des progrès réalisés dans le plan.



# Contexte historique

En octobre 2008, le gouvernement provincial a annoncé une initiative d'engagement du public qui offrait à la population du Nouveau-Brunswick la possibilité de participer aux efforts de réduction et de prévention de la pauvreté. Le gouvernement a décidé de faire participer toute la population à la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux rattachés à la pauvreté.

Au terme d'un processus de consultation exhaustif entrepris auprès d'environ 2 500 participants représentant les personnes vivant ou ayant vécu dans la pauvreté, des représentants du secteur sans but lucratif, du gouvernement provincial et de l'opposition officielle, EVP1 a été élaboré et adopté.

La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) a ensuite été créée pour incuber, promouvoir et diriger le plan. L'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a adopté la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* pour soutenir le plan et les efforts de la SIÉS dans la mise en œuvre de ce plan.

Cette loi précise qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être adopté tous les cinq ans à la suite d'un processus de consultation du public mené par la SIÉS. À l'automne 2013, la SIÉS a entrepris une deuxième série de dialogues publics. Cet engagement de la population a mené à la création du deuxième plan, *Ensemble pour vaincre la pauvreté 2014-2019 (EVP2)*.

## Vision

Grâce à la coopération des gouvernements, des entreprises, du secteur sans but lucratif, des personnes vivant dans la pauvreté et des citoyens à titre individuel, tous les hommes, femmes et enfants du Nouveau-Brunswick disposeront des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, la sécurité et en bonne santé. De plus, tous les Néo-Brunswickois devraient être inclus en tant que citoyens à part entière, grâce à des possibilités d'emploi, de développement personnel et d'engagement communautaire.

## Présentation et responsabilité

Les membres présents au forum final ont convenu que le succès de l'initiative de réduction de la pauvreté repose sur la reconnaissance que tous les citoyens et secteurs de la société doivent jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. Il existe un engagement à poursuivre ce partenariat à l'intérieur d'un modèle de gouvernance qui comporte les éléments suivants :

1. Des réseaux d'inclusion communautaire économique et sociale sont formés à l'échelle locale et se composent de représentants des personnes vivant dans la pauvreté, du secteur sans but lucratif, du secteur des affaires et du gouvernement.
2. Un conseil provincial d'inclusion économique et sociale composé de représentants du gouvernement (ministres et sous-ministres), du secteur communautaire, des entreprises et des personnes à faible revenu, et présidé par quatre coprésidents.
3. Une unité de coordination qui fournit un soutien en matière de coordination et d'administration au conseil provincial et aux réseaux d'inclusion communautaire.

# EVP2 (2014-2019)

La *Loi sur l'inclusion économique et sociale* du Nouveau-Brunswick stipule qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être adopté tous les cinq ans à la suite d'un processus d'engagement public mené par la SIÉS. Le processus EVP2, s'est déroulé à l'automne 2013 en collaboration avec les RIC et comprenait les étapes suivantes :

- Cueillette des commentaires lors des dialogues publics, des rencontres avec les intervenants régionaux et provinciaux, et en ligne;
- Analyse de l'information et élaboration du plan;
- Étude et approbation par le conseil d'administration de la SIÉS.

Près de 750 personnes ont participé aux séances de dialogue public tenues dans douze régions de la province. Une cinquantaine d'organismes communautaires ont soumis un mémoire ou pris part à des rencontres à l'intention d'organismes régionaux et provinciaux. Près de 500 commentaires ont été reçus en ligne.

L'ensemble du processus a permis de recueillir près de 5 000 commentaires. Cette rétroaction a mené à l'élaboration de 28 mesures prioritaires qui reflètent la teneur des discussions. Ces actions sont au cœur du plan et ont été regroupées dans les quatre piliers définis plus loin.

Le conseil de la SIÉS a approuvé le nouveau plan au printemps 2014, qui a été dévoilé lors d'une conférence de presse en mai 2014. La mise œuvre du plan a débuté à la fin de 2014.

EVP2 met l'accent sur le renforcement des capacités des communautés. Ce plan reconnaît que chaque personne et communauté joue un rôle dans la promotion de l'inclusion économique et sociale, et invite à donner aux communautés le pouvoir de lutter contre la pauvreté et d'autres problèmes du Nouveau-Brunswick.

Pour plus de renseignements :

[\*Ensemble pour vaincre la pauvreté : le plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick \(2014-2019\).\*](#)

Dans l'esprit du premier plan d'inclusion économique et sociale, les efforts sont maintenus afin de favoriser l'inclusion économique et sociale et réduire la pauvreté de l'ensemble de la population du Nouveau Brunswick en renforçant les capacités de chaque communauté et en facilitant la collaboration des partenaires des quatre secteurs. L'accent est maintenu sur la réduction de la pauvreté monétaire de 25 p. 100 et la pauvreté monétaire extrême de 50 p.100.

## Mesures prioritaires

Le plan comprend 28 mesures prioritaires, réparties en quatre piliers :

- **Pilier 1** : Renforcement des capacités des communautés, notamment des mesures visant le soutien au développement communautaire, la communication et le réseautage, et le bénévolat.
- **Pilier 2** : Apprentissage, notamment des mesures visant l'éducation des enfants et des jeunes, et l'éducation, la formation et la préparation au marché du travail à l'intention des adultes.
- **Pilier 3** : Inclusion économique, notamment des mesures visant la participation au marché du travail et l'activité économique.
- **Pilier 4** : Inclusion sociale, notamment des mesures visant la sécurité alimentaire et la disponibilité d'aliments sains, le logement et le transport.

Une mesure du premier plan qui n'a pas été menée à terme se poursuit dans le deuxième plan jusqu'à ce qu'elle soit achevée.

# Comité consultatif de la SIÉS

## Comité consultatif sur les systèmes de transport ruraux et urbains

L'inclusion sociale comprend des mesures visant la sécurité alimentaire et l'accessibilité à des aliments sains, le logement et le transport. C'est dans l'esprit de ce pilier qu'un comité consultatif a été établi pour se pencher sur les deux mesures en matière de transport faisant partie des 28 mesures prioritaires d'EVP2 :

- Élaborer une stratégie exhaustive de transport rural et urbain pour la province.
- Promouvoir et soutenir des systèmes de transport communautaires de rechange.

## Mandat

Le mandat du comité consultatif sur les systèmes de transport ruraux et urbains est le suivant :

- Élaborer une stratégie exhaustive de transport rural pour la province; et élaborer une stratégie exhaustive de transport urbain pour la province.

Les deux stratégies sont orchestrées en partenariat avec des systèmes de transport communautaires de rechange qui offrent un accès accru aux services essentiels, favorisent la création d'entreprises locales et régionales et améliorent la qualité de vie générale des zones rurales et urbaines.

## Membres

La composition du comité est multisectorielle. Les quatre secteurs partenaires, soit le milieu des affaires, le gouvernement, les organisations sans but lucratif et les citoyens, y sont représentés. Les membres ont été sélectionnés en fonction de leur expertise pour ce qui est des enjeux sur le transport au Nouveau-Brunswick, surtout ceux qui se rapportent aux personnes qui vivent dans la pauvreté ou avec un handicap. Ces membres

agissent dans les intérêts supérieurs de tous les Néo-Brunswickois en proposant des options afin de régler les problèmes liés au transport.

- Yves Bourgeois, président, Moncton
- Ross Alexander, Upper Coverdale
- Gérard Belliveau, Moncton
- Stan Choptiany, Saint Andrews
- Haley Flaro, Fredericton
- Germaine Guimond, Richibucto
- Trevor Hanson, Fredericton
- Manon Landry-Pitre, Saint-Joseph
- Roger Martin, Miramichi
- Frank McCarey, Saint John
- Jamie O'Rourke, Belledune
- Aurore Thériault, Village Blanchard
- Richard Beauregard, membre de soutien non permanent, ministère des Transports et de l'Infrastructure
- Scott MacAffee, personnel de la SIÉS

Les travaux du comité ont débuté en avril 2015. Le comité soumettra son rapport et ses recommandations au conseil d'administration de la SIÉS à l'été 2017.

## Reddition de compte

Le comité consultatif relève du conseil d'administration de la Société d'inclusion économique et sociale.

# Réseaux d'inclusion communautaire (RIC)

La *Loi sur l'inclusion économique et sociale* établit le cadre de référence pour la mise sur pied de réseaux d'inclusion communautaire (RIC) soit de façon indépendante, soit avec l'appui d'organismes à vocation communautaire déjà en place. Les RIC ont pour but de cerner, dans le cadre d'une démarche coopérative, les enjeux et priorités régionaux en matière de pauvreté, et d'élaborer et de mettre en œuvre un plan régional de réduction de la pauvreté qui est en harmonie avec cette loi (*EVP1* et *EVP2*).

Les RIC sont au cœur du renforcement des capacités des collectivités, et ils contribuent à rehausser le niveau de mobilisation grâce à la portée des efforts collectifs et de la collaboration. Ils jouent un rôle de coordination avec les organismes locaux et les appuient dans l'élaboration et la mise en œuvre des divers projets communautaires qui font la promotion de l'inclusion économique et sociale dans le but de réduire la pauvreté. Les RIC ont favorisé l'avènement d'un nouveau modèle d'inclusion économique et sociale. Au lieu de s'en remettre aux divers paliers de gouvernement pour éliminer la pauvreté, la SIÉS, en partenariat avec les RIC, a permis aux collectivités et aux particuliers de participer et de contribuer à la réduction de la pauvreté au Nouveau-Brunswick.

La SIÉS et les 12 RIC ont tenu six réunions conjointes au cours de l'exercice 2016-2017. Ces rencontres leur ont donné l'occasion d'échanger de l'information, des connaissances, des ressources et des pratiques exemplaires.

## Portrait provincial

Nombre de personnes mobilisées	20 783
Valeur des projets au sein des collectivités (y compris le financement de la SIÉS)	5 696 054 \$
Valeur des contributions des collectivités	4 670 600 \$
Pourcentage d'investissement par les collectivités	82 %

*Remarque : Ce tableau reflète les projets qui bénéficiaient d'un financement de la SIÉS. Les RIC ont participé à d'autres projets de développement communautaires qui ne recevaient pas de soutien financier de la SIÉS.*

Les projets financés par la SIÉS suscitent l'engagement communautaire, qui se traduit par différentes formes de participation telles que l'aide financière, les dons en nature et le bénévolat. Le pourcentage d'investissement communautaire par projet témoigne de cet engagement communautaire.

Voici les projets qui ont été entrepris par les RIC en 2016-2017 et qui ont reçu du financement de la SIÉS :



## Région 1

### WA Action

**Collectivités desservies :**

Grande région de Moncton, comté de Westmorland et comté d'Albert

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

142 005 \$

**Total des contributions par la collectivité**

633 638 \$

**Valeur totale des projets :**

775 643 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

82 %

**Nombre de participants :**

4014

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Notre nourriture Sud-est NB – Évolution du Réseau de sécurité alimentaire des comtés de Westmorland/Albert
- Formation entre pairs – Formation de 12 spécialistes en soutien aux pairs pour aider les personnes présentant des défis en santé mentale à réintégrer la collectivité
- Star Académie atlantique – Transport quotidien d'élèves de trois écoles locales vers des programmes de perfectionnement sportif de haute performance
- Élargissement du programme de transport de Sackville – Élargissement du service de transport porte-à-porte actuel par le biais d'un partenariat avec les services régionaux existants
- Regroupement des ressources communautaires de Sackville – Guichet unique pour les programmes et services de la région de Tantramar
- RR Rural Rides Ltd – Programme de conducteurs bénévoles pour la région de Petitcodiac
- Tele-Drive comté d'Albert – Programme de conducteurs bénévoles pour le comté d'Albert

## Région 2

### *Living SJ*

**Organisme d'accueil :**

*Enterprise Saint John*

**Collectivités desservies :**

Grande région de Saint John, Sussex, Queens Est et Kings Est

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

99 016 \$

**Total des contributions par la collectivité**

376 301 \$

**Valeur totale des projets :**

475 317 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

79 %

**Nombre de participants :**

9 146

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Bâtir ensemble un départ précoce – Évolution de la Coalition pour le développement de la petite enfance afin de préparer les enfants à la maternelle par le biais de possibilités d'apprentissage de qualité
- Transport du quartier nord – Élaboration d'une stratégie de transport pour le quartier nord de Saint John
- Programme Learn and Go – Renforcement des capacités en leadership communautaire
- Around the Block – Journal de bonnes nouvelles dans Saint John
- Projet de développement des compétences générales – Formation en compétences générales dans le but d'acquérir et de conserver un emploi
- Mentorat en mobilité empathique – Formation de personnel basé sur un modèle de partenariat pour offrir aux familles des ressources, compétences et comportements requis pour atteindre et conserver l'indépendance économique

## Région 3

### Réseau d'inclusion communautaire de la région de Fredericton

**Organisme d'accueil :**

Greater Fredericton Social Innovation Inc.

**Collectivités desservies :**

Fredericton, York South, Tracy, Oromocto, Gagetown, Sunbury County, Queens North, Minto et Chipman

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

72 180 \$

**Total des contributions par la collectivité**

121 725 \$

**Valeur totale des projets :**

193 905 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

63 %

**Nombre de participants :**

3 302

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Nourrir l'apprentissage dans les écoles du NB (maternelle à 12<sup>e</sup> année) – Création d'un réseau et d'un plan d'affaires afin d'assurer l'alimentation des élèves dans toutes les écoles du NB
- Partenariat d'impact – Réunir tous les organismes sans but lucratif de la région de la capitale afin de déterminer, par le biais de conversations, les secteurs propices au contact, à la coordination et à la collaboration
- Formation en compétence pour nouveaux fermiers canadiens à la ferme Tula – Ferme-école offrant de la formation aux nouveaux arrivants fermiers.
- Cuillères d'amour – Programme de déjeuner Hubbard – Mise à jour d'une cuisine scolaire afin que tous les élèves puissent apprendre en participant au projet alimentaire scolaire bénévole
- Gleaning Connections, Fredericton – Coordination des bénévoles faisant une seconde récolte chez les fermiers locaux, une fois la récolte principale terminée, afin d'aider le fermier, de partager la nourriture et de donner le tiers de cette récolte au centre alimentaire communautaire
- Ferme-école urbaine – Lieu d'apprentissage destiné aux fermiers entrepreneurs locaux qui désirent cultiver de la nourriture et faire croître l'économie
- Découvrir l'excellence à Minto High – Renforcement de la citoyenneté par le biais d'ateliers sur l'estime de soi pour les élèves de l'école
- Solutions de transport Minto et Chipman – Stratégie de transport pour la région de Minto et Chipman
- Recrutement de bénévoles – Programme de recrutement, d'engagement et de rétention de bénévoles pour les organismes sans but lucratif de la région

## Région 4

### Réseau d'inclusion communautaire Nord-Ouest

**Organisme d'accueil :**

L'Atelier R.A.D.O. inc.

**Collectivités desservies :**

Comté de Madawaska, Grand-Sault, Drummond

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

102 030 \$

**Total des contributions par la collectivité**

168 717 \$

**Valeur totale des projets :**

270 747 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

62 %

**Nombre de participants :**

286

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Semer la joie – Initiative qui met en contact les élèves du secondaire avec les aînés de leur communauté par le biais d'un projet de boîtes de jardin
- Récupération d'aliment – Initiative de l'Atelier RADO qui ramasse dans les magasins la nourriture qui a une date péremption rapprochée et qui les distribue aux personnes qui ont faim
- 5<sup>e</sup> anniversaire RIC-NO – Célébration et orientation avec les partenaires de la région du Madawaska
- Autonomie Transport 2016 - Autonomie Transport 2016 - Autonomie Transport 2016 - Autonomie Transport 2016 - Autonomie Transport 2016 – Autobus communautaire offrant du service de transport alternatif dans la région d'Edmundston
- Service AUTO-nomie Madawaska Inc – Élargissement du service de transport communautaire alternatif à toute la région du Madawaska, et livraison pour la banque alimentaire de boîtes de nourriture aux résidents des régions rurales aux prises avec l'insécurité alimentaire.



## Région 5

### Réseau communautaire d'inclusion Restigouche

**Collectivités desservies :**

Comté de Restigouche

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

15 000 \$

**Total des contributions par la collectivité**

418 257 \$

**Valeur totale des projets :**

433 257 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

97 %

**Nombre de participants :**

45

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Projet transition au travail (francophone) – Campbellton
- Projet transition au travail (anglophone) – Dalhousie
- Apprendre à lire, chance égale – Projet de littératie dans les écoles locales

## Région 6

### Chaleur Community Inclusion Network

**Organisme d'accueil :**

Centre des jeunes de Bathurst

**Collectivités desservies :**

Première Nation de Pabineau, New Bandon, Allardville, Beresford, Nigadoo, Petit-Rocher, Pointe-Verte, Bathurst.

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

77 500 \$

**Total des contributions par la collectivité**

122 300 \$

**Valeur totale des projets :**

199 800 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

61 %

**Nombre de participants :**

287

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Tire-Lire va à l'école – Renforcement de capacité en littératie financière pour les étudiants du secondaire dans la région Chaleur
- Coopérative de transport Chaleur – Poursuite de la création d'un système de transport alternatif pour la région Chaleur

## Région 7

### Réseau d'inclusion communautaire de Northumberland

**Organisme d'accueil :**

Miramichi Adult Learning Inc.

**Collectivités desservies :**

Miramichi et les environs

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

35 010 \$

**Total des contributions par la collectivité**

148 703 \$

**Valeur totale des projets :**

183 713 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

81 %

**Nombre de participants :**

308

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire – Soutien à la création d'un réseau régional en matière de sécurité alimentaire
- Apprentissage et partage cuisine; projet de centre alimentaire communautaire de Nataoaganeg – Création d'une cuisine-école collective dans la première nation de Eel Ground afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans la communauté

## Région 8

### ***Vibrant Communities du comté de Charlotte***

**Collectivités desservies :**

Comté de Charlotte

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

200 000 \$

**Total des contributions par la collectivité**

1 891 841 \$

**Valeur totale des projets :**

2 091 841 \$

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

90 %

**Nombre de participants :**

2 284

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Projet Solid Foundations Housing –Construction d'un édifice de 12 appartements abordables à St. Stephen
- Formation des leaders et Centre des jeunes – Programme estival de leadership dans le comté de Charlotte et Centre des jeunes
- Charlotte Dial-a-Ride – Programme de chauffeur bénévole dans le comté de Charlotte.
- Projet de mentorat pour jeunes –Élèves du secondaire qui deviennent mentors bénévoles dans des écoles primaires locales
- Élargissement des cours intensifs en entrepreneuriat du comté de Charlotte – Programme de mentorat pour appuyer les entrepreneurs locaux
- Élargissement des programmes en littératie (Campobello) – Établissement à Campobello de programmes éprouvés en littératie
- Lancement de Rural Lynx – Mise en place et lancement d'un service de transport régional
- Création d'occasions pour les étudiants et les familles du comté de Charlotte – Élargissement des initiatives en littératie et numératie dans le comté de Charlotte
- Nourrir l'esprit entrepreneurial – Projet qui appuie les personnes qui créent leur propre emploi par le biais de l'entrepreneuriat
- Cessons l'isolement – Service d'inclusion communautaire et sociale à St. Stephen

## Région 9

### Réseau communautaire d'inclusion Centre du Nouveau-Brunswick

**Collectivités desservies :**

Une partie du comté de York, Blissfield, Ludlow, Doaktown, Harvey, McAdam, Nackawic

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

21 715 \$

**Total des contributions par la collectivité**

61 215 \$

**Valeur totale des projets :**

82 930 \$

**Nombre de participants :**

594

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

74 %

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Appel aux pouces verts – Construction du jardin communautaire de Nackawic
- Entraide communautaire Nackawic – Mise en place d'un service de conducteurs bénévoles à Nackawick
- Bibliothèque communautaire de Upper Miramichi – Postes de créativité communautaires visant à accroître l'entrepreneuriat et l'employabilité
- ABC – Possibilités de formation à Nackawic – Programmes d'études générales pour la région de Nackawic
- Soirées d'action communautaire – Séances d'information économique et sociale à Stanley

## Région 10

### Réseau d'inclusion communautaire Carleton-Victoria

**Collectivités desservies :**

Comté de Carleton et une partie du comté de Victoria

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

10 000 \$

**Total des contributions par la collectivité**

15 900 \$

**Valeur totale des projets :**

25 900 \$

**Nombre de participants :**

88

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

61 %

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Planification en matière de transport – Élaboration d'une stratégie régionale de transport alternatif
- Nourriture véritable à Saint Leo – Renforcement en matière de sécurité alimentaire par le biais de formation et de nourriture saine

## Région 11

### Réseau d'inclusion communautaire de Kent

**Organisme d'accueil :**

Place aux compétences inc.

**Collectivités desservies :**

Comté de Kent

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

181 094 \$

**Total des contributions par la collectivité**

369 866 \$

**Valeur totale des projets :**

550 960 \$

**Nombre de participants :**

159

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

67 %

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Transport communautaire Kent – Programme de chauffeur bénévole offrant un service primordial aux personnes les plus vulnérables du comté de Kent.
- Centre d'aptitudes communautaires de Kent (2<sup>e</sup> phase) – Financement pour poursuivre la création d'un centre qui offre de la formation en employabilité aux clients de banques alimentaires
- Bénévolat – Projet visant à accroître la coordination et l'efficacité du bénévolat dans le comté de Kent
- Centres de formation secondaire – Programme d'éducation alternative dans le comté de Kent
- Entre parents : un projet d'alphabétisation familiale dans Kent – Projet de littératie familiale visant à accroître la capacité de lecture des enfants avant de commencer l'école

## Région 12

### Réseau d'inclusion communautaire Péninsule acadienne

**Organisme d'accueil :**

Fondation communautaire de la Péninsule acadienne

**Collectivités desservies :**

Certaines parties du comté de Gloucester, Alnwick, Neguac, et secteurs des Premières Nations de Tabusintac et d'Eskinuopitijk.

**Investissement de la SIÉS dans les projets en 2016-2017 :**

69 904 \$

**Total des contributions par la collectivité**

342 137 \$

**Valeur totale des projets :**

412 041 \$

**Nombre de participants :**

270

**Pourcentage de l'investissement de la collectivité :**

83 %

**Projets financés par la SIÉS en 2016-2017 :**

- Pourquoi pas, moi aussi je peux – Inclusion sociale axée sur la capacité pour les personnes marginalisées
- Ensemble pour faire une différence – Entreprise sociale
- Avenir Jeunesse
- Déplacement péninsule 2016-2017 - Service de transport communautaire à domicile et de covoiturage
- Déplacement péninsule – Élaboration d'une stratégie de marketing et de communication à l'intention des conducteurs bénévoles



# Littératie financière

En 2011, la SIÉS a commencé à collaborer avec l'Agence du revenu du Canada (ARC) et le ministère du Développement social (DS) du Nouveau-Brunswick pour promouvoir le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt. Le programme – connu au Nouveau-Brunswick sous le nom *Prenez votre part du gâteau en argent* – fait l'objet d'une grande promotion par la SIÉS depuis ce temps.

Les personnes et familles ayant un faible revenu et qui ne produisent pas de déclaration de revenu annuelle laissent filer de nombreux crédits et prestations qui pourraient améliorer leurs vies, puisque l'admissibilité à ces programmes est fondée sur le revenu. La force du projet *Prenez votre part du gâteau* repose sur la collaboration entre les divers organismes participants. La SIÉS mène ce projet et aide l'ARC à rejoindre les personnes et collectivités et à étendre le programme à la grandeur de la province. Le programme *Prenez votre part du gâteau en argent comptant* est unique; il s'agit d'un programme provincial qui regroupe des ministères et agences provinciaux et fédéraux comme le ministère de la Santé du NB, Service Canada, le Service des bibliothèques publiques du NB et les Premières Nations et les met en

contact avec des groupes communautaires afin que davantage de personnes puissent profiter des prestations et crédits offerts par le gouvernement du Canada. Un coordinateur de la littératie financière a été embauché pour la mise en œuvre du projet.

En 2017, la SIÉS, l'ARC et Service Canada ont uni leurs efforts pour créer un projet pilote de sept super comptoirs dans la province. Les Néo-Brunswickois ayant un revenu modeste et qui ont participé à ces séances ont pu remplir et soumettre leurs déclarations de revenu, obtenir un numéro d'assurance sociale pour leurs enfants et les inscrire au Bon d'études canadien en même temps. Des renseignements sur d'autres programmes et prestations pour les familles étaient aussi offerts pendant ces séances.

Pendant la saison des déclarations de revenu 2016 qui s'est déroulée à l'hiver 2017, la SIÉS a considérablement accru la promotion de *Prenez votre part du gâteau*. Des supers comptoirs ont été instaurés, et une campagne de promotion a eu lieu dans les stations de radio, dans les autobus, sur des affiches électroniques, sur Facebook et Twitter.

Saison de l'impôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bénévoles	363	352	443	579	539	450	571
Déclarations soumises	13 969	14 481	17 705	17 763	20 124	21 402	in
Nombre de comptoirs	61	62	68	89	99	125	166

Source: Agence du revenu du Canada – Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt

## Bons d'études canadiens

La SIÉS fait la promotion au Nouveau-Brunswick du Bon d'études canadien (BÉC), une prestation offerte par le ministère de l'Emploi et du Développement social du Canada (EDSC). Le BÉC est offert gratuitement aux enfants nés après 2004 et dont le revenu familial net est de moins de 45 282 \$ (année d'imposition 2017). Chaque

enfant admissible reçoit 500 \$, et recevra 100 \$ de plus pour chaque année d'admissibilité (jusqu'à 15 ans, ou un maximum de 2 000 \$).

La promotion du BÉC comprend des affiches, des encarts postaux, des séances d'inscription, des publications Internet, sur Facebook et Twitter, avec la collaboration

de divers ministères du GNB et d'autres organismes. Une employée de la SIÉS est coprésidente nationale du Réseau des champions du Bon d'études canadien du ministère de l'EDSC, un groupe de travail pancanadien d'organismes qui font la promotion du BÉC. En 2017, la SIÉS a amélioré son site Internet afin d'y inclure davantage d'information, de vidéos et de liens relatifs au BÉC.

<http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/sies/bon.html>

## Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire repose sur un système alimentaire sain et durable qui permet d'assurer que de la nourriture saine soit disponible maintenant et pour les générations à venir. La production, la distribution, l'accès, la consommation et l'élimination sont nécessaires pour pouvoir jouir de la sécurité alimentaire. Actuellement, 59 banques alimentaires font partie de l'Association des banques alimentaires du Nouveau-Brunswick. En moyenne, en 2016, 19 674 personnes ont fait appel à une banque alimentaire chaque mois; un utilisateur sur trois avait 18 ans ou moins.

Dans le pilier de l'inclusion sociale d'EVP2, la société aborde la question de la sécurité alimentaire avec des partenaires. En tant que membre du Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick, la société collabore avec des intervenants au gouvernement et dans les organismes sans but lucratif afin de promouvoir la connectivité, l'alignement et l'engagement en matière d'alimentation dans la province. L'initiative *Tout le monde mange*, un forum régional ayant pour but la conversation en matière d'alimentation dans la province, connaît beaucoup de succès.

## Nourrir l'apprentissage

Nourrir l'apprentissage Nouveau-Brunswick est un organisme sans but lucratif dont le but est d'améliorer la santé et l'éducation de tous les enfants d'âge scolaire du Nouveau-Brunswick. Dans le cadre d'EVP2, la société a établi des partenariats partout en province afin d'aborder la mesure prioritaire qui est de promouvoir la mise en place de programmes communautaires de petits déjeuners dans toutes les écoles publiques. Au cours

de la dernière année, le groupe a travaillé à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un organisme qui coordonnera les ressources dans les écoles publiques en appui aux programmes universels d'alimentation gratuite, en commençant par les petits déjeuners.

La société continue de jouer un rôle de soutien par le biais des initiatives des RIC en matière de préparation, de sécurité et d'accès à des aliments sains.

## Logement

Le ministère du Développement social a établi une équipe de projet qui doit élaborer une stratégie provinciale en matière de logement. La société, qui est membre à la fois du comité provincial de direction et du groupe de travail, doit fournir de la rétroaction et des conseils à l'équipe de projet au sujet des besoins des clients, des défis et des possibilités d'amélioration.

Les mesures prioritaires visées sont :

- Soutenir la durabilité et la qualité des logements abordables actuels
- Promouvoir des solutions communautaires innovatrices en matière de logements abordables, accessibles et de qualité, et de communautés mixtes.

Le renouvellement de la stratégie devrait être complété en 2018.

## Littératie

Pour aborder le pilier de l'apprentissage dans EVP2, la SIÉS a établi un partenariat avec le Bureau du conseil exécutif afin de fournir de la rétroaction dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie globale et intégrée en littératie pour le Nouveau-Brunswick. Le travail se poursuit en vue de la création d'une liste de programmes en littératie à l'intention des Néo-Brunswickois intéressés.

## Handicaps et santé mentale

La SIÉS appuie le renouvellement du Plan d'action-emploi du Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées qui aborde la question de l'emploi pour les personnes handicapées. L'accent est mis sur les mesures prioritaires suivantes :

- Promouvoir et soutenir l'inclusion dans les milieux de travail
- Appuyer le développement de conditions de travail flexibles afin de créer des occasions pour les individus confrontés à des barrières à l'emploi, et/ou vivant des aptitudes et des disponibilités particulières.

## Bénévolat

Dans le pilier sur le renforcement des capacités des communautés, la SIÉS joue un rôle de soutien aux RIC dans les projets ont un lien avec les mesures prioritaires suivantes :

- Promouvoir la culture du bénévolat au sein de nos communautés; et
- Soutenir le lien entre les organismes et initiatives communautaires ciblant le bénévolat.

Avec la collaboration des RIC, la société continue son travail de liaison avec les groupes communautaires afin poursuivre des objectifs communs et d'appuyer d'autres organismes bénévoles dans leur lutte contre la pauvreté.

## Soins de santé

Deux programmes ont été conçus et mis en œuvre à la suite des recommandations du Comité aviseur sur les soins de santé, dans le cadre d'EVP1.

### Régime médicaments du Nouveau-Brunswick

Le Régime médicaments du Nouveau-Brunswick donne accès à une assurance médicaments aux Néo-Brunswickois non assurés. Les Néo-Brunswickois qui ont une carte d'assurance-maladie valide peuvent s'y inscrire. Le régime couvre les médicaments inscrits au Formulaire des Régimes médicaments du Nouveau-Brunswick.

Le Régime médicaments du Nouveau-Brunswick est accessibles aux résidants du Nouveau-Brunswick qui :

- Ont une carte d'assurance-maladie valide
- N'ont pas d'assurance médicament (régime privé ou programme gouvernemental); ou
- Qui ont une assurance médicament qui ne couvre pas certains médicaments qui font partie du Formulaire des Régimes médicaments du Nouveau-Brunswick, ou qui ont atteint leur limite de couverture maximale annuelle ou à vie.

## Inscriptions au Régime médicaments

Exercice financier (finissant le 31 mars)	2015-16	2016-17
Nombre de membres inscrits	5 840	8 479
Nombre total (%) de membres payant les trois primes les plus basses (200 \$, 400 \$ et 800 \$/année prime)	4 502 (77%)	6 449 (76%)
Nombre (%) de membres payant 200 \$/année	2 347 (40%)	3 326 (39%)
Nombre (%) de membres payant 400 \$/année	667 (11%)	1 008 (12%)
Nombre (%) de membres payant 800 \$/année	1 488 (26%)	2 115 (25%)

Source : Ministère de la Santé du Nouveau-Brunswick

## De beaux sourires et une bonne vision

Le programme De beaux sourires et une bonne vision est le régime de soins dentaires et de la vue pour les enfants des familles du Nouveau-Brunswick ayant un faible revenu et qui n'ont pas d'assurance dentaire ou de la vue privée ou gouvernementale.

Au 31 mars 2017, 18 449 enfants du Nouveau-Brunswick étaient inscrits au programme.

## Promotion et sensibilisation

En 2016-2017, la société a conçu et mis en œuvre une campagne de promotion axée sur différents thèmes publics et reconnus, échelonnée sur une période de 12 mois.

Les médias sociaux étaient au cœur de la campagne. Des publicités radio sont venu compléter certains thèmes.

La campagne a débuté en octobre 2016 et se poursuit mensuellement

### **Thèmes mensuels :**

Novembre – Mois de la littératie financière

Décembre – Achetez local

Janvier – Littératie

Février – J'♥ MON RIC

Mars – Sécurité alimentaire

Prochains mois (exercice 2017-2018)

Avril – Santé

Mai – Logement

Juin – Transport

Juillet – EVP piliers 1 et 2

Août – EVP piliers 3 et 4

Septembre – Apprentissage

# Progrès des 28 mesures prioritaires

## Ensemble pour vaincre la pauvreté 2

Mesure	État des mesures
<b>Pilier 1 : Renforcement des capacités des communautés</b>	
1. Favoriser le développement communautaire par la mobilisation des acquis des communautés.	Continu
2. Soutenir le développement de l'esprit d'entreprendre afin de favoriser l'inclusion économique et sociale.	Continu
3. Partager et communiquer l'information pour améliorer la coordination des activités communautaires et des initiatives régionales qui favorisent l'inclusion économique et sociale.	Continu
4. Soutenir la création d'un guichet unique visant à informer les gens à propos des programmes gouvernementaux et communautaires liée à l'inclusion économique et sociale.	En cours
5. Célébrer les meilleures pratiques et les histoires à succès des communautés.	Continu
6. Promouvoir la culture du bénévolat au sein de nos communautés.	Continu
7. Soutenir le lien entre les organismes et initiatives communautaires ciblant le bénévolat.	Continu
<b>Pilier 2 : Apprentissage</b>	
8. Renforcer et bâtir sur les capacités des parents, des familles, des tuteurs et des communautés à appuyer l'apprentissage des enfants et des jeunes.	Continu
9. Soutenir et promouvoir la littératie dans le développement de la petite enfance et l'éducation.	Continu
10. Étendre et collaborer au rayonnement et au soutien de concepts novateurs tels le concept d'écoles communautaires entrepreneuriales et les programmes scolaires basés en communauté.	Continu
11. Promouvoir les programmes après classe et le mentorat afin de favoriser le développement des compétences et appuyer la participation des enfants et des jeunes provenant de familles à faible revenu.	Continu
12. Appuyer les initiatives communautaires en matière de littératie, d'éducation financière, d'éducation des adultes, de développement des compétences et de préparation au milieu de travail.	En cours
13. Soutenir les initiatives d'apprentissage liées au développement de carrière et au service de conseils en matière d'emploi pour les personnes à faible revenu.	Continu
<b>Pilier 3 : Inclusion économique</b>	
14. Explorer le concept de revenu de subsistance.	En cours
15. Envisager la création d'une législation plus exhaustive sur l'équité salariale.	En cours
16. Promouvoir et soutenir l'inclusion dans les milieux de travail.	En cours
17. Appuyer le développement de conditions de travail flexibles afin de créer des occasions pour les individus confrontés à des barrières à l'emploi, et/ ou vivant des aptitudes et des disponibilités particulières.	En cours
18. Promouvoir l'entrepreneuriat.	Continu
19. Promouvoir le soutien aux entreprises locales et aux micro-entreprises.	Continu
20. Promouvoir et soutenir le développement, la création et la viabilité des écosystèmes d'entreprises sociales.	Continu

**Mesure****État des mesures**

<b>Pilier 4 : Inclusion sociale</b>	
21. Promouvoir et soutenir les initiatives communautaires liées à la préparation des aliments, la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès à des aliments sains.	Continu
22. Favoriser la transition des banques alimentaires vers des centres communautaires d'alimentation	Continu
<b>Pilier 4 : Inclusion sociale</b>	
23. Promouvoir les initiatives visant la disponibilité d'aliments sains et la gestion et la coordination d'aliments dans les programmes alimentaires d'urgence.	Continu
24. Promouvoir la mise en place de programmes communautaires de petits déjeuners dans toutes les écoles publiques.	En cours
25. Soutenir la durabilité et la qualité des logements abordables actuels.	Continu
26. Promouvoir des solutions communautaires innovatrices en matière de logements abordables, accessibles et de qualité, et de communautés mixtes.	Continu
27. Développer une stratégie globale de transport rural et urbain pour la province.	En cours
28. Promouvoir et soutenir les systèmes de transports communautaires alternatifs.	Continu

# Participation de la SIÉS à des rencontres et conférences

## Réseaux d'inclusion communautaire

- Coopérative Réseau d'inclusion communautaire Westmorland-Albert Itée
- Innovation sociale de la région de Fredericton
- Réseau d'inclusion communautaire Carleton-Victoria
- Réseau d'inclusion communautaire Centre du Nouveau-Brunswick
- Réseau d'inclusion communautaire Chaleur
- Réseau d'inclusion communautaire de Kent
- Réseau d'inclusion communautaire de Northumberland
- Réseau d'inclusion communautaire Nord-Ouest
- Réseau d'inclusion communautaire Péninsule acadienne
- Réseau d'inclusion communautaire Restigouche
- Vibrant Communities – Comté de Charlotte
- Vibrant Communities Saint John et Sussex/Living SJ

## Organismes communautaires

- 21 inc.
- Amis de Littératie au primaire
- Association de logement sans but lucratif du NB
- Association des foyers de soins du NB
- Association multiculturelle du NB
- Autorité de l'initiative de transport du Sud-Ouest du NB
- Centraide Canada
- Centraide Centre du NB
- Centraide, région du grand Moncton
- Centre des jeunes de Bathurst
- Centre Falls Brook
- Coalition pour la petite enfance de Saint John
- Coalition pour une saine alimentation et l'activité physique au N.-B. (CSAAP)
- Comité consultatif sur la pauvreté
- Comité consultatif sur le transport rural et urbain
- Comité Nourishing Minds – Alimentation scolaire dans le grand Fredericton
- Community Economic Development Investment Funds
- Community Food Smart
- Conférence – Villes ayant des initiatives de réduction de la pauvreté
- Conseil atlantique pour la coopération internationale
- Conseil de l'entreprise coopérative du Nouveau-Brunswick
- Conseil de la santé du NB
- Conseil du NB sur le vieillissement
- Croix Rouge canadienne
- Déterminants sociaux de la santé – Sud-ouest
- EducaAvenir /Fondation Omega
- Empty Stocking Fund
- Festival des idées
- Fond de prêt communautaire de Saint John
- Fondation communautaire de Saint John
- Fondation McConnell
- GovMaker
- Green Nexxus
- Groupe d'action communautaire sur l'itinérance de Fredericton
- Groupe de conducteurs bénévoles porte-à-porte
- Groupe de travail sur les environnements bâtis sains
- Human Development Council
- Initiative anti-pauvreté des entreprises de Saint John
- Initiative conjointe de développement économique – Affaires autochtones
- Institut d'été de la région de l'Atlantique
- Institut Robertson pour le développement communautaire
- Institut Tamarack
- Laboratoires d'innovation à Planet Hatch
- Mouvement acadien des communautés en santé du NB
- NB Institute for Research, Data and Training
- NouLabs
- Planet Hatch
- Prosper Canada
- Rencontre provinciale des Mentors communautaires en alimentation
- Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du NB
- Réseau d'éducation financière du NB

- Réseau de recherche sur les politiques sociales du NB
- Right to Play
- Sistema NB – cinq lieux
- The Shift NB

## **Gouvernement de la Colombie-Britannique**

- Ministère du Développement social

## **Gouvernement du Canada**

- Agence de la consommation en matière financière du Canada
- Agence du revenu du Canada
- Bureau du Conseil privé – Centre d’innovation
- Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (HUMA)
- Emploi et développement social Canada
- Emploi et développement social Canada
- Réseau des champions du Bon d’études canadien
- Service Canada
- Sommet national sur la réduction de la pauvreté
- Stratégie nationale de réduction de la pauvreté

## **Gouvernement du Nouveau-Brunswick**

- Bibliothèques publiques du NB
- Bureau du Conseil exécutif
- Comité consultatif fédéral/provincial/territorial sur la pauvreté
- Commission d’étude des services de garde
- Commission des services financiers et des services aux consommateurs
- Consultation sur littératie au NB
- Défenseur des enfants et de la jeunesse du NB
- Direction de l’égalité des femmes
- Droit à l’information du NB
- Groupe interministériel sur l’obésité et le tabac
- Ministère de l’Éducation et du Développement de la petite enfance
- Ministère de l’Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail
- Ministère de l’Environnement et des Gouvernements locaux
- Ministère de la Santé
- Ministère des Finances
- Ministère des Transports et de l’Infrastructure
- Ministère du Développement social
- Santé publique – région de Fredericton
- Secrétariat des affaires autochtones
- Service Nouveau-Brunswick
- Sommet du premier ministre sur l’inclusion économique

## **Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador**

- Ministère des Services communautaires

## **Gouvernement de l’Île-du-Prince-Édouard**

- Bureau du Conseil exécutif
- Ministère de la Main-d’œuvre et du perfectionnement
- Ministère du Développement social

## **Médias**

- CBC Information Morning
- CHSR – station de radio UNB
- NB Publishing

## **Municipalités et agences municipales**

- Association francophone des municipalités du NB
- Maire de Fredericton
- Maire de Moncton
- Maire de Saint John
- Union des municipalités du Nouveau-Brunswick



### **Universités, collèges, écoles**

- Centre Pond-Deshpande – UNB
- Classe de leadership – École secondaire Leo Hayes
- Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
- Collège Renaissance – UNB
- District scolaire francophone du Nord-Ouest
- Health Promoting Schools – District scolaire Anglophone ouest
- New Brunswick Community College
- Université de Moncton

### **Autres**

- Banque Scotia
- Communauté de pratique des dirigeants des gouvernements provinciaux et territoriaux (Tamarack)
- Nova Scotia 211

# Résumé des activités de recrutement

Conformément à l'article 20 (1 et 2) de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, la Société peut procéder à la nomination d'employés fondés sur le mérite.

Au 31 mars 2017, la Société comptait cinq employés permanents et un employé en prêt de service du ministère du Développement social. Également, un

employé s'est joint à la société en janvier 2017, en prêt de service, pour aider au programme Prenez votre part du gâteau en argent comptant et à la promotion de la littératie financière.

## Langues officielles

La SIÉS reconnaît ses obligations en matière de langues officielles et s'est engagée à offrir activement et à fournir des services de qualité aux citoyens dans la langue officielle de leur choix et selon tous les modes de prestation de services. Les RIC et leurs partenaires sont aussi assujettis à la *Loi sur les langues officielles*.

La SIÉS s'efforce d'offrir ses services dans les deux langues officielles, non seulement pour se conformer à la loi, mais surtout pour faire la promotion de la valeur d'inclusion bien ancrée et à la base de la Société et du plan EVP.

La stratégie sur les langues officielles de la SIÉS vient consolider la position de la Société vis-à-vis des langues officielles. Elle fournit également aux RIC les outils nécessaires afin qu'ils puissent servir les Néo-Brunswickois dans la langue officielle de leur choix.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2017, la SIÉS a poursuivi ses efforts de promotion, de vérification et de soutien aux langues officielles à l'interne, avec les RIC et les partenaires externes, conformément à sa stratégie.

# Faits saillants des activités

Pour plus de détails, veuillez consulter les divers rapports de la SIÉS [www.gnb.ca/pauvreté](http://www.gnb.ca/pauvreté)

<b>2008</b>	
Octobre	Annnonce de l'initiative d'engagement public visant à adopter un plan de réduction de la pauvreté au N.-B.
<b>2009</b>	
Janvier à avril	Dialogues publics
Juin à septembre	Tables rondes
Novembre	Forum final menant à l'adoption d' <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du N.-B.</i>
Décembre	Prolongement de la carte médicale pendant trois ans pour les personnes qui quittent l'aide sociale
<b>2010</b>	
Janvier	Élimination de l'aide temporaire du programme d'aide au revenu
Janvier	La politique économique relative aux ménages s'applique désormais seulement aux bénéficiaires de l'aide au revenu qui sont en relation de couple
Avril	Adoption de la <i>Loi sur l'inclusion économique et sociale</i>
Avril	Financement stable aux refuges pour sans-abri pendant cinq ans.
Avril	Modifications apportées à la <i>Loi sur la location de locaux d'habitation</i> pour protéger les résidents
Avril	Augmentation du salaire minimum à 8,50\$ l'heure
Mai	Nomination du Président et des co-présidents de la SIÉS
Juin	Nomination des autres membres du CA de la SIÉS
Juin	Première rencontre du CA
Septembre	Augmentation du salaire minimum à 9 \$ l'heure
Octobre	Investissement dans l'apprentissage précoce et les services de garde
Août à janvier 2011	La SIÉS embauche son personnel
<b>2011</b>	
Janvier	Première rencontre des trois comités consultatifs
Février à octobre	Établissement des 12 réseaux d'inclusion communautaire (RIC)
Avril	Augmentation du salaire minimum à 9,50\$ l'heure

Août	Prestations pour la garde d'enfants, l'aide au chauffage et la santé sont liées dans la mesure du possible au revenu familial.
Novembre	Début du financement des RIC pour appuyer les initiatives en matière de transport et d'apprentissage communautaires
<b>2012</b>	
Avril	Augmentation du salaire minimum à 10\$ l'heure
Juin	Conférence provinciale sur le transport communautaire
Juin	Le comité consultatif sur les soins de la santé présente au gouvernement son rapport sur les soins dentaires et de la vue
Juin	Le comité consultatif sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaire (ESFIC) présente son rapport au gouvernement
Septembre	Lancement du programme <i>De beaux sourires et une bonne vision</i> pour les enfants des familles à faible revenu
Octobre	Le comité consultatif sur la réforme de l'aide sociale présente son rapport au gouvernement
<b>2013</b>	
Mai	Établissement d'un groupe de travail interministériel sur le transport
Octobre	Restructuration et hausse des taux d'aide sociale
Octobre	Refonte de la politique économique des ménages
Octobre	Hausse des possibilités de gains monétaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui font la transition vers le travail
Octobre	Changements aux exemptions de salaire pour inclure un supplément au revenu
Septembre à octobre	Dialogues publics <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté 2</i>
Septembre à octobre	Rencontres avec les associations régionales et provinciales
Octobre à avril 2014	Élaboration d' <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale 2014-2019</i>
Octobre	Première rencontre du groupe de travail interministériel pour les personnes vivant en pauvreté
Décembre	Annonce du <i>Régime médicaments du N.-B.</i>
<b>2014</b>	
Février	Annonce par le gouvernement de la création des fonds d'investissements communautaires et du crédit d'impôt pour les petites et moyennes entreprises à la suite des recommandations du comité consultatif (ESFIC)
Mai	Présentation d' <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau Brunswick 2014-2019</i>
Mai	Lancement du Régime médicaments du Nouveau-Brunswick
Août	Enseignement des métiers dans les écoles afin de mieux préparer les jeunes pour l'avenir, et investissement pour rénover les espaces réservés à l'enseignement des métiers dans les écoles et aménager de nouveaux locaux

Octobre	Nouvelle exemption salariale pour les personnes ayant un handicap, dans le cadre de la réforme de l'aide sociale
Novembre	Conclusion de EVP1
Décembre	Début de EVP2
Décembre	Augmentation du salaire minimum à 10,30\$ l'heure
<b>2015</b>	
Mars	Lancement du Fonds d'emploi pour les jeunes pour aider à créer des emplois
Avril	Première réunion du comité consultatif sur les systèmes de transport ruraux et urbains
Mai	EVP reçoit un prix national prix en matière de réduction de la pauvreté au Nouveau-Brunswick (Catégorie : provinces et municipalités qui travaillent en partenariat)
Juin	Présentation publique de <i>L'impact du plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2009-2014</i>
Novembre-décembre	La SIÉS tient une campagne de sensibilisation <i>Petits gestes, grande contribution</i> de 2 semaines, pour faire la promotion du bénévolat
<b>2016</b>	
Janvier	Premier Sommet sur les possibilités en matière d'inclusion économique
Février	Conversation communautaire sur l'équité en santé
Avril	Augmentation du salaire minimum à 10,65\$ l'heure
Avril	Le gouvernement du NB annonce l'accès gratuit aux études postsecondaires pour étudiants des familles à faible et à moyen revenu
Septembre	Création des plans d'éducation de 10 ans
Septembre	Investissement de 56 millions de dollars dans le logement abordable avec le gouvernement fédéral afin que les personnes les plus vulnérables aient un chez-soi
Septembre	La province investit 1 M\$ pour aider les adultes sans emploi à apprendre une langue seconde officielle
Novembre	Le gouvernement du NB élargit le Programme d'aide pour l'énergie domestique
<b>2017</b>	
Janvier	Expansion du modèle de prestation des services intégrés
Février	<i>Exploiter le pouvoir de la littératie : la stratégie globale du Nouveau-Brunswick en matière de littératie</i> afin d'améliorer les niveaux de littératie dans la province
Février	Sommet sur le plan des familles concernant la réduction de la pauvreté

# États financiers

---

**Société d'inclusion économique et sociale  
du Nouveau-Brunswick**

**États financiers  
Le 31 mars 2017**

---

# Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Table des matières

Le 31 mars 2017

---

---

	<b>Page</b>
<b>Rapport du vérificateur indépendant</b>	
<b>États financiers</b>	
État de la situation financière	1
État des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé	2
État des flux de trésorerie	3
Notes afférentes aux états financiers	4 - 6







## Rapport du vérificateur indépendant

À l'intention du : Conseil d'administration de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

### *Rapport sur les états financiers*

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un sommaire des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité du vérificateur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification selon les normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons la vérification de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Une vérification nécessite la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, le vérificateur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures de vérification appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Une vérification comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion de vérification.

### *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fredericton (Nouveau-Brunswick)  
Le 27 juin 2017

  
Comptables Professionnels Agréés

# Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

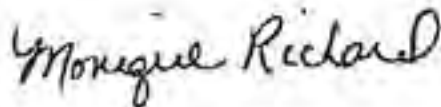
État de la situation financière

Le 31 mars 2017

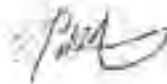
	2017	2016
<b>ACTIF FINANCIER</b>		
Comptes débiteurs (note 3)	150 \$	-
À recevoir d'un apparenté, le gouvernement du Nouveau-Brunswick (note 4)	<u>3 563 576</u>	<u>3 320 229</u>
	<u>3 563 726 \$</u>	<u>3 320 229 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	30 207 \$	35 678 \$
<b>EXCÉDENT ACCUMULÉ</b>		
Excédent	<u>3 533 519</u>	<u>3 284 551</u>
	<u>3 563 726 \$</u>	<u>3 320 229 \$</u>

Approuvé au nom du conseil d'administration

Administrateur



Administrateur



## Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé

Exercice terminé le 31 mars 2017

	2017	2016
<b>Recettes</b>		
Province du Nouveau-Brunswick	<u>2 799 000 \$</u>	<u>2 790 000 \$</u>
<b>Dépenses liées aux programmes</b>		
Réseaux d'inclusion communautaire	757 500	750 000
Subventions pour projets d'action communautaire (apprentissage)	389 205	463 501
Financement spécial pour projets d'impact	341 302	250 000
Subventions pour le transport communautaire	294 947	330 359
Littérature financière	62 744	-
Projets spéciaux	42 000	-
Dépenses du conseil d'administration	26 211	20 553
Autres subventions	9 000	4 000
Sommet sur l'inclusion économique	-	11 186
	<u>1 922 909</u>	<u>1 829 599</u>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Salaires et avantages connexes	456 153	503 431
Services	106 545	121 235
Comités consultatifs	20 725	31 147
Déplacements	32 984	26 787
Téléphone	8 070	7 664
Fournitures	1 534	1 389
Frais informatiques	1 112	421
	<u>627 123</u>	<u>692 074</u>
Excédent des recettes sur les dépenses	248 968	268 327
Évolution de l'excédent accumulé, à l'ouverture	<u>3 284 551</u>	<u>3 016 224</u>
Évolution de l'excédent accumulé, à la clôture	<u>3 533 519 \$</u>	<u>3 284 551 \$</u>

---

## Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État des flux de trésorerie  
Exercice terminé le 31 mars 2017

---

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Encaissements provenant de la Province du Nouveau-Brunswick	2 555 503\$	2 507 601 \$
Décaissements destinés aux fournisseurs et aux employés	(2 555 503)	(2 507 601)
Variation de l'encaisse	-	-
Trésorerie à l'ouverture	-	-
Trésorerie à la clôture	-	-

---

La source de revenus de la Société est la Province du Nouveau-Brunswick. La Société ne détient pas de compte bancaire séparé et toutes les activités de fonctionnement passent par la Province du Nouveau-Brunswick.



---

# Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2017

---

## 1. Nature des activités

La Société d'inclusion économique et sociale est une société de la Couronne du Nouveau-Brunswick créée en vertu d'une loi spéciale le 16 avril 2010. La Société est exonérée d'impôt selon l'article 149(1)(d) de la LIR.

Cette société a été créée dans le cadre du plan provincial pour assurer le partenariat continu des citoyens du Nouveau-Brunswick à l'élaboration, à l'adoption, à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan d'inclusion économique et sociale. La vision du Plan consiste à faire en sorte que tous les citoyens disposent des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, dans la sécurité et en bonne santé.

Les buts et objets premiers de la Société sont les suivants:

- a) assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
- b) coordonner et appuyer les réseaux d'inclusion communautaires dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
- c) gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
- d) exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* et les règlements connexes, tel que l'ordonne le lieutenant-gouverneur en conseil.

## 2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

### (a) Constatation des produits

La Société suit la méthode du report pour la constatation des subventions reçues à l'égard d'activités et de projets particuliers. Les subventions à utiliser à des fins déterminées sont comptabilisées à titre de produits au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Lorsqu'une partie d'une subvention se rapporte à une période ultérieure, elle est reportée et constatée au cours de la période suivante.

Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les subventions approuvées mais non reçues à la fin d'une période comptable sont constatées par régularisation.

La société reçoit actuellement la totalité de son financement du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

---

## Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2017

---

### 2. Principales conventions comptables (suite)

#### (b) Immobilisations

La Société comptabilise les dépenses d'immobilisations de moins de 10 000 \$ à titre de dépenses engagées de la période visée.

#### (c) Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Le gouvernement du Nouveau Brunswick procure sans frais divers fournitures et services à la Société, notamment les immobilisations, la technologie de l'information, les services comptables et de ressources humaines, les frais d'occupation et autres services de soutien administratif. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de fournitures et de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les présents états financiers.

#### (d) Régimes de retraite et autres régimes d'avantages complémentaires de retraite

Les employés à temps plein de la Société cotisent au Régime à risques partagés dans les services publics du Nouveau Brunswick. Le régime est défini comme un régime interentreprises à prestations déterminées auquel cotisent la Société et ses employés. Les cotisations de l'employeur à ce régime sont comptabilisées comme un régime à cotisations déterminées, puisque l'obligation de la Société se limite au montant de ces cotisations.

#### (e) Instruments financiers

L'organisation évalue initialement son actif et son passif financiers à la juste valeur marchande, sauf pour certaines opérations avec lien de dépendance. La Société évalue ultérieurement son actif et son passif financiers au coût amorti, à l'exception des titres cotés sur un marché actif, qui sont inscrits subséquemment à leur juste valeur.

L'actif financier évalué au coût amorti comprend les débiteurs. Le passif financier évalué au coût amorti comprend les créditeurs et les charges à payer.

#### (f) Incertitude d'évaluation

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses comptables ayant une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif et sur la présentation du passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des recettes et des charges constatées au cours de la période visée. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

---

## Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2017

---

### 3. Comptes débiteurs

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Bon d'études canadien recouvrable	<u>150 \$</u>	<u>-</u>

### 4. Opérations entre apparentés

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick paie la totalité des frais au nom de la Société tout au long de l'exercice.

Le montant à recevoir du gouvernement du Nouveau-Brunswick représente le montant dû à la Société pour l'excédent du financement approuvé sur les dépenses engagées.

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a autorisé un financement totalisant 2 799 000 \$ (2016 - 2 790 000 \$).

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
À recevoir du gouvernement du Nouveau-Brunswick	<u>3 563 576 \$</u>	<u>3 320 229 \$</u>

### 5. Crédoeurs et charges à payer

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Frais de vérification constatés	7 500 \$	7 500 \$
Congés annuels accumulés	<u>22 707</u>	<u>28 178</u>
	<u>30 207 \$</u>	<u>35 678 \$</u>